

# NOUS SOMMES PRODUCTEURS DE LAIT

ORDRE DE LA CHAMBRE  
RENOYANT LE PREMIER  
RAPPORT DU COMITÉ : AECG ET  
SES EFFETS SUR LE SECTEUR  
AGRICOLE CANADIEN

PRÉSENTATION AU COMITÉ PERMANENT  
DE L'AGRICULTURE ET DE  
L'AGROALIMENTAIRE DE LA CHAMBRE DES  
COMMUNES

M. Wally Smith  
Président  
Les Producteurs laitiers du Canada

Le mercredi 3 décembre 2014



Les Producteurs laitiers  
du Canada

21, rue Florence  
Ottawa (Ontario)  
K2P 0W6



## PRODUCTEURS LAITIERS DU CANADA (PLC)

Les PLC sont la voix des producteurs laitiers canadiens. Nous sommes l'organisme de lobby, de politique et de marketing représentant les producteurs vivant sur plus de 12 000 fermes laitières au Canada. Nous mettons tout en œuvre pour rassembler les conditions stables qui favorisent l'industrie laitière canadienne d'aujourd'hui et de demain. Nous travaillons à maintenir des politiques qui favorisent la viabilité des fermes laitières et à promouvoir les produits laitiers canadiens et leurs bienfaits pour la santé.

Les PLC sont le moteur de l'investissement sur le marché des produits laitiers génériques au Canada, avec un budget annuel de marketing de 80 millions de dollars, assuré par les fermes laitières de tout le Canada. Le marché canadien du fromage demeure un segment de marché prioritaire, avec un investissement stratégique annuel de 19 millions de dollars consacré à son développement à l'échelle du Canada (à l'exclusion de l'investissement supplémentaire des membres des PLC). Des études ont permis de démontrer que sans les investissements annuels dans les domaines du marketing et de la nutrition, la part de marché s'effriterait rapidement.

Les PLC sont aussi engagés à travailler avec les autres membres de la chaîne de valeur des produits alimentaires laitiers, dans un objectif commun de progression du marché. L'année dernière, les PLC ont mené des discussions avec les offices provinciaux de commercialisation du lait, les transformateurs et les gouvernements au sujet d'une stratégie de modernisation/relative aux ingrédients. La vision commune qui est le point de départ de ces discussions est la suivante :

- Élaborer une approche souple, adaptée au marché, afin d'accroître davantage les marchés pour les produits et les ingrédients laitiers, tout en maintenant les éléments essentiels de la gestion de l'offre pour le secteur laitier.

En prévision des répercussions de l'AECG, on continue de consentir un travail et un effort considérables dans le secteur laitier canadien pour évaluer les options permettant de contrer toute conséquence nuisible, en surveillant d'autres pourparlers commerciaux et les discussions au sujet de la libéralisation du commerce au Canada qui pourraient mener à la prise de mesures favorables visant à renforcer le secteur laitier national au Canada.

Comme vous pouvez le constater, nous sommes ouverts à l'examen de possibilités qui engendrent une véritable progression ainsi que des marchés rentables, tout en appuyant notre réussite canadienne : la gestion de l'offre.





## L'INDUSTRIE LAITIÈRE CANADIENNE

Il y a un an, j'ai comparu devant ce comité, qui se penchait alors sur l'étude initiale de l'entente de principe sur l'AECG. À ce moment, les PLC et les producteurs laitiers de tout le Canada réagissaient à l'AECG avec une certaine inquiétude quant à ce qu'il pourrait signifier pour le secteur laitier, en particulier pour le marché intérieur du fromage. Nous travaillons depuis plusieurs années en étroite collaboration avec des partenaires de l'industrie et nous canalisons un investissement financier considérable de nos producteurs laitiers pour le développement et la progression du marché du fromage au Canada.

Nous étions alors – et nous le sommes toujours – extrêmement fiers de notre secteur canadien du fromage, florissant depuis quelques années, ainsi que de nos fromagers canadiens – petits, moyens et grands – qui produisent des fromages primés pour les marchés local et national.

Les répercussions ne doivent pas être sous-estimées. Elles seront considérables et l'on estime que les 17 700 tonnes supplémentaires de fromage qui seront importées au Canada se traduiront en une perte de marché d'environ 125 millions de dollars pour les producteurs laitiers. Considérant que personne ne doute que le nouveau CT sur le fromage soit rempli, l'administration du CT sur le fromage sera une composante essentielle des mesures d'atténuation.

Je devrais signaler que les producteurs et les transformateurs laitiers partagent des préoccupations similaires au sujet de l'administration du nouveau CT sur le fromage. Ils demandent également au gouvernement de veiller à ce que le système continue de permettre une prévisibilité des importations. Nous croyons, entre autres, qu'il est essentiel de ne pas allouer de quotas d'importation aux distributeurs et aux détaillants. Les PLC et l'ATLC ont récemment comparu ensemble devant le Comité de l'agriculture et des forêts parmi un groupe d'experts sur les priorités en matière d'accès aux marchés.

La réalité est que nous faisons non seulement face à des coûts de production plus élevés à la ferme, ce qui porte à croire que les occasions d'exportation sont limitées, mais aussi d'un bout à l'autre de la chaîne de production, avec des marges de transformation presque deux fois plus importantes au Canada que dans l'UE, par exemple.

Sans nier que les marchés mondiaux pourraient offrir certaines perspectives, nous devons maintenir une approche réaliste. En plus du prix, un groupe spécial de l'OMC du début de 2000 a statué que tout produit exporté du Canada vendu en deçà du prix intérieur est considéré comme « subventionné ».





En outre, les exportations originaires de deux des plus grands territoires producteurs de lait, l'UE et les É.-U., profitent d'un généreux appui de leur territoire respectif. Les règles du jeu ne sont donc pas uniformes, non seulement sur les marchés des É.-U. et de l'UE, mais aussi sur le marché intérieur canadien, car nous ferons face à une plus grande concurrence à cause de l'AECG.

Avec l'interdiction d'utiliser les subventions à l'exportation dans l'UE, le Canada n'est pas en mesure de tirer parti des immenses avantages de l'ouverture du marché laitier européen. La réalité est aussi que les subventions dans l'UE peuvent former de 40 % à 50 % du revenu des producteurs et que ces derniers obtiennent un prix du marché moins élevé pour leur lait. Cela place le lait et les produits laitiers canadiens en position de désavantage concurrentiel.

## EXAMEN DES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AUX MARCHÉS RENTABLES

Malgré le résultat de l'AECG, qui permettra l'entrée en franchise de produits laitiers canadiens sur le marché européen, il subsiste un mythe, soit que le Canada a désormais un accès libre et absolu au marché européen. En plus du prix, le jugement sur les indications géographiques a complètement fermé la porte à l'exportation de Feta et de Parmesan canadiens vers l'UE. Il ne fait aucun doute, par contre, que les producteurs et les transformateurs canadiens, en particulier les fromagers, sont concurrentiels sur le plan de la qualité. Un projet pilote dans certains marchés américains a prouvé que des fromages de spécialité canadiens peuvent se tailler une place sur le marché des États-Unis, mais que le coût de marketing de ces produits sur le marché des États-Unis demeure important. Cela limite donc les possibilités d'accroissement des activités d'exportation. Malgré ces défis, les PLC ont suscité un nouvel intérêt chez les fromagers canadiens et lanceront une initiative américaine plus intense en 2015 avec les partenaires qui voudront s'y joindre.

Les PLC ne sont pas hostiles à la recherche possibilités d'exportation. Ces dernières, par contre, doivent rapporter des bénéfices suffisants aux producteurs et aux transformateurs. Nous sommes plus que disposés à envisager et à promouvoir des activités d'exportation élaborées conjointement dans le cadre d'un solide partenariat entre les producteurs et les transformateurs, en collaboration avec le gouvernement, et en conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce.





Nous sommes d'avis, que pour réussir sur les marchés mondiaux, l'industrie laitière canadienne doit cibler des marchés-créneaux particuliers. Outre le projet de marketing aux États-Unis, les PLC avaient un représentant en marketing au SIAL 2014 à Paris en octobre et ont aussi eu des discussions avec les intervenants au sujet des exportations de lait maternisé en Chine.

Par conséquent, il y a un intérêt authentique pour l'exploration et l'exploitation d'occasions d'exportation avantageuses et bien choisies. Ces discussions en sont au stade préliminaire et nous ne pouvons donner au Comité des renseignements très détaillés sur les marchés auxquels il faut accorder la priorité. Il est important de comprendre que nous travaillons pour trouver des solutions qui permettraient au secteur laitier canadien et à nos partenaires de tirer parti des occasions d'exportation, pourvu que ces dernières soient envisagées dans le cadre de la gestion de l'offre du Canada.

## GESTION DE L'OFFRE DANS LE SECTEUR LAITIER CANADIEN

Nous prenons acte des assurances répétées du gouvernement que la gestion de l'offre et ses trois piliers resteront intacts.

Le but du système canadien de gestion de l'offre est d'équilibrer l'offre et la demande, ainsi que d'équilibrer le pouvoir de marché entre les intervenants de la chaîne d'approvisionnement. Le contrôle des importations, ou la capacité de prédire les importations aux niveaux négociés dans les accords commerciaux internationaux, sont cruciaux, considérant que les producteurs laitiers adaptent leur production pour répondre à la demande intérieure, et ce, sans créer de surplus.

Les produits importés qui entrent au Canada en franchise représentent entre 6 % et 8 % de notre consommation laitière, faisant du Canada un pays plus généreux que les États-Unis et l'UE. Cet accès supplémentaire au marché du fromage canadien et à l'importation d'isolats de protéines laitières (IPL) accordée à l'UE doit être associé à une capacité de prédiction. Cela permettra d'éviter que les nouvelles importations ne perturbent la planification du marché intérieur canadien et assurera le respect des engagements de livraison de lait aux usines de transformation canadiennes qui emploient des Canadiens de partout au pays.

Nous continuons de travailler avec toutes les parties pour faire en sorte que nous maintenions notre appui à un système de gestion de l'offre vigoureux et stable, à l'avantage de tous les intervenants du secteur laitier.





## MAINTENIR LA STABILITÉ ET LA VIGUEUR DU SECTEUR LAITIER CANADIEN

- Les producteurs laitiers canadiens sont engagés à travailler avec le gouvernement et les transformateurs pour maintenir la stabilité et la vigueur du secteur laitier canadien, tout en fournissant aux consommateurs canadiens des produits laitiers de grande qualité, faits au Canada.
- Les producteurs laitiers canadiens sont engagés envers une industrie nationale, dont la contribution économique est considérable dans toutes les régions.
- Les PLC ont mandaté la firme Écoressources pour faire la mise à jour de l'analyse d'impact économique du secteur laitier au Canada. Selon les résultats préliminaires, le secteur laitier a fait une contribution de 19,3 G\$ au PIB du Canada en 2013, soutien plus de 218 000 emplois et a versé plus de 3,6 milliards de dollars en taxes et impôts locaux, provinciaux et fédéraux.
- Les producteurs laitiers canadiens veulent tirer leur revenu du marché, non de subventions des contribuables qui leur arrivent par la poste.
- Les producteurs laitiers canadiens veulent développer le marché laitier intérieur au profit des familles, des collectivités et de l'économie du Canada.

Je vous remercie d'appuyer les producteurs laitiers canadiens.

